



Ville de

BORDEAUX

bordeaux.fr



LA NUIT DE LA SOLIDARITÉ

ÉDITION 2023



**ECLAIRAGE SUR LE SANS-ABRISME
À BORDEAUX.**

À PARTIR DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE
DE LA "NUIT DE LA SOLIDARITÉ".
ASSOCIATION DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE ARESVI,
AUTEUR DU RAPPORT.

BORDEAUX
CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE



Éléments de contexte

Après la première Nuit de la solidarité à Bordeaux en janvier 2022, la commune à travers son CCAS a souhaité renouveler cette dernière le 26 janvier 2023, en l'inscrivant dans une véritable démarche. Pour cela, elle fait appel à ARESVI pour l'accompagner dans l'objectivation de la démarche, des données avec tous les partenaires dédiés. La Ville de Bordeaux s'est inscrite dans la démarche nationale de la Nuit de la Solidarité accompagnée par la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et Au Logement) et a, comme l'ensemble des collectivités volontaires, mobilisé le questionnaire national dans une perspective de contribution à une analyse comparée. Le questionnaire bordelais a bénéficié de l'adjonction de questions adaptées à notre territoire à partir de la mobilisation de l'expertise des partenaires de terrain, du comité scientifique et d'ARESVI.

Le CCAS de Bordeaux porte la mission d'observatoire social partagé du territoire. La Nuit de la Solidarité contribue à cette mission par la mise en œuvre d'un état du nombre de personnes sans solution d'hébergement durant cette soirée et également d'avoir des éléments qualitatifs sur les parcours et les besoins des personnes concernées. La Nuit de la Solidarité participe ainsi à construire des outils adaptés aux personnes sans-abris et une politique publique territorialisée la plus pertinente possible à travers des dispositifs et un partenariat inter associatif et institutionnel efficaces.



P4

Présentation de la structure

P6

Introduction

P9

Revue de littérature en la matière

P18

La méthodologie employée

P23

Les principaux résultats

P36

Discussion des résultats

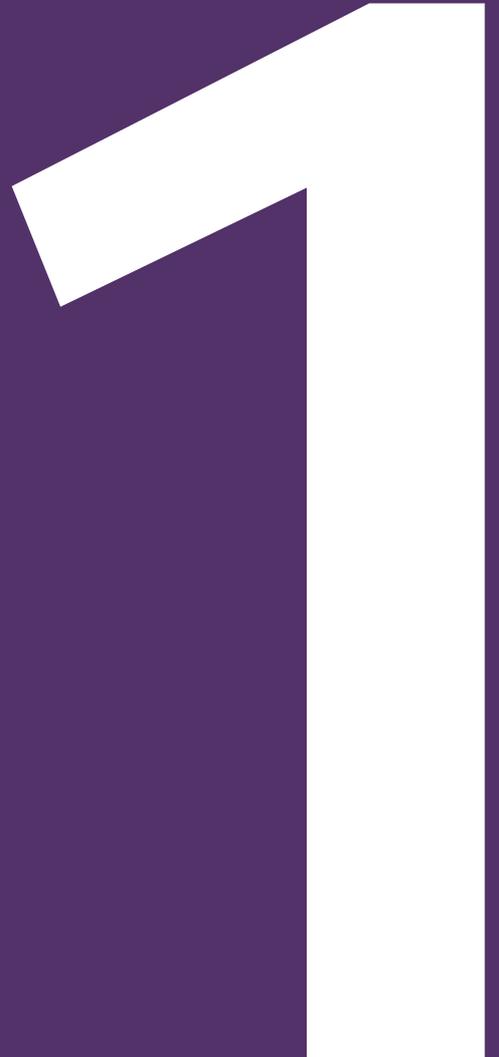
P44

Conclusion

P46

Les préconisations

Présentation de la structure



L'Association de Recherche et d'Etude sur la Santé, la Ville et les Inégalité œuvre dans l'accompagnement des collectivités, des associations et d'autres instituts publics dans la production et l'analyse de données sur la ville, la santé et les inégalités.



LA SANTE

- Evaluation d'ETP obésité (sous la dir. de Marielle Toulze et Arnaud Alessandrin, 2015-2016, Mutuelles de la Loire)
- La Santé des personnes LGBTI (sous la dir. d'Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn, 2017-2018, DILCRAH)
- Quartiers Prioritaires et Cancer(s) (sous la dir. d'Anita Meidani et Arnaud Alessandrin, 2018, Fondation de l'Avenir)
- Les parcours de Femmes victimes de violences en Gironde (sous la dir. de Johanna Dagorn, 2018, Mairie de Bordeaux)
- Experience du vieillir et sentiment d'inutilité (sous la dir. d'Anita Meidani et Arnaud Alessandrin, 2018, Fondation Mutac)



LA VILLE

- Femmes et déplacements (sous la dir. de Johanna Dagorn, Arnaud Alessandrin, Laetitia Franquet, 2015-2016) Keolis, Métropole et ville de Bordeaux.
- Femmes et déplacements (sous la dir. de Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, 2017-2018, Villes de Limoges et Angoulême)
- Femmes et déplacements (sous la dir. de Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, 2018, Ville de Poitiers)
- Femmes et déplacements (sous la dir. de Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, 2018, Ville de Niort)
- Les LGBTIphobies dans la ville (sous la dir. d'Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn, 2019, Ville de Bordeaux).



LES INEGALITES

- Les bordelais.es face aux discriminations (sous la dir. d'Arnaud Alessandrin, 2014-2015, Mairie de Bordeaux)
- L'expérience des discriminations dans les QPV (sous la dir. d'Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn, 2015-2017, Mairie et Métropole de Bordeaux)
- Les étudiantes et le féminisme (sous la dir. de Johanna Dagorn, 2018, Université de Bordeaux)
- Quartiers Prioritaires, inégalités et sentiment d'appartenance (sous la direction de Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, Merigac, 2019)
- Quartiers Prioritaires, discriminations et expressions religieuses (sous la direction de Johanna Dagorn, Arnaud Alessandrin et A. V-Dupont, CAF, 2019)

Introduction



On estime en 2021 de 100 000 à 800 000 le nombre de personnes sans-domicile fixe (SDF) en France. Les rares chiffres produits par l'INSEE, mettent en avant une estimation de l'ordre de 90 000 personnes (SDF) en 2001 contre 140 000 en 2012 soit une augmentation de 55 % en une décennie. Parmi eux, les personnes sans-abris (à la rue) ne sont « que » quelques milliers. On estime que les personnes sans-abri représentent un dixième des SDF en France.

En 2006, 2,5 millions de personnes avaient déjà été privées de logement au cours de leur vie :

- ▶ **78 % étaient hébergés par un tiers**
- ▶ **14 % en service d'hébergement**
- ▶ **11 % dans un lieu non prévu à l'habitation**
- ▶ **1 % sans abris du tout**

En 2013 on estime ce nombre à 5,3 millions, soit près de 10% des Français. Le taux de personnes sans-abri passe alors à 2% en 2013. La situation ne cesse de s'amplifier depuis. En février 2023, lors de son rapport annuel, la Fondation Abbé Pierre estime à 330.000 le nombre de personnes sans domicile en France, soit 30.000 de plus que l'année précédente. Au total, 4,15 millions de personnes seraient mal logées, selon la Fondation. Elle comptabilise dans cette catégorie les personnes sans logement personnel, celles vivant dans un lieu trop petit pour elles, privées du confort de base, ou encore une large part des "gens du voyage" subissant de mauvaises conditions d'habitat. Une personne sans-abri est une personne sans solution d'hébergement. Pour l'INSEE, est considéré comme sans-abri quelqu'un qui dort dans un endroit non-dédié à l'hébergement de façon habituelle. On associe régulièrement ce terme avec l'errance, voire du vagabondage, bien que ce ne soit pas nécessairement le cas. L'origine du lien entre personnes sans-abri et l'errance provient des exodes ruraux du XIXe siècle et de l'industrialisation massive des villes.

Les personnes sans-abri, bien qu'elles soient souvent pensées comme une catégorie uniforme, font en réalité appel à des réalités complexes et hétérogènes qu'une condition d'existence semble réunir. Le terme de sans-abri, souvent confondu avec celui de sans-domicile fixe, est une réalité polyforme. Pourtant le mot lui-même est régulièrement utilisé de manière récurrente, voire abusive, ce qui peut conduire à la catégorisation de cette population.

Avec les « nouveaux pauvres », liés à la conjoncture économique des années 80, le regard sur ces questions change. Selon l'INSEE, les personnes sans-abri ont augmenté de 50% entre 2001 et 2012. On classifie ainsi comme « sans-abri » un groupe hétérogène ne répondant pas à nos normes et attentes en matière de logement.

À l'instar de Beck (2020), nous emploierons le terme de personnes « sans chez-soi », plutôt que « sans-abri ». Ce terme semble en effet mieux représenter les réalités et les vécus rencontrés dans le cadre de la Nuit de la Solidarité à la fois par les questionnaires, mais aussi par les entretiens individuels et collectifs.

Le terme de « sans chez-soi » permet de réunir des expériences des personnes effectivement sans-abri ainsi que toute la déclinaison possible de situations de très grande précarité vis-à-vis du logement (tentes, squat, caravanes...).

Malgré tout, derrière ce terme, ce sont des femmes, des hommes et des enfants avec des parcours et des expériences diverses. C'est cette diversité que ce rapport propose d'analyser afin d'éclairer cette réalité plus complexe de sorte d'agir de manière plus appropriée.



**Revue de
littérature en
la matière**

3

La revue de littérature concernant les personnes sans-abri oscille entre deux figures qui sont tantôt une personne envisagée comme dangereuse, comme figure repoussoir stigmatisée et une victime à secourir dans une approche misérabiliste. Les sciences sociales s'intéressent à cette question dans les années 90 notamment avec « Métamorphose de la question sociale » de Robert Castel en 1995.

Sous l'impulsion des sciences sociales et de mouvements sociaux, le début du XXI^e siècle fera passer la répression à l'assistance envers les publics en situation de sans-abrisme.

Voici le résumé de quelques ouvrages en sciences sociales faisant référence ces dernières années concernant les personnes « sans chez-soi ».

Texte: ACHARD, C. 2016. « Sans-abrisme et errance : Entre causes et conséquences. », *Champ social*, « Le Sociographe », no 53, p. 85-96.

Résumé: Un sans-abri est un SDF sans solution d'hébergement. On associe souvent les sans-abris avec l'errance bien que ce ne soit pas nécessairement le cas.

Le sans-abrisme peut-être compris dans la relation entre l'individu et le reste de la société au regard du vivre ensemble. L'origine du lien entre sans-abrisme et l'errance provient des exodes ruraux du XIX^e siècle et de l'industrialisation massive des villes.

Au XX^e siècle on passe de l'image du vagabond à celle du clochard, se déplaçant dans un périmètre plus restreint. Aujourd'hui c'est la perte du logement qui implique une non-reconnaissance sociale. On peut aujourd'hui dénoncer l'usage du terme « sans-abri » comme un groupe social médiatique.

Texte: BECK, S. 2020. « Je bois donc je suis. Pratiques réflexives en recherche et intervention sociale autour des usages d'alcool et du sans-abrisme. », Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'intervention Sociales, Sciences & Actions Sociales, no 13, p. 199-217.

Plutôt que parler de « sans-abri », l'auteur suggère de parler de personnes « sans chez-soi ».

L'alcool est omni présent dans la vie sociale. La question n'est pas son utilisation, mais un supposé risque social et sanitaire à la consommation par les personnes sans-abri. En ce sens, le sans-abri alcoolique fait figure de repoussoir symbolique.

Les sans-abris ne boivent pas du vin ou un alcool, mais boivent de l'alcool. Le mode de consommation fait donc figure de distinction entre « eux » et « nous ». L'alcool peut donc autant intégrer qu'exclure. On parle de chute: « tomber dans l'alcool ». Boire seul est d'ailleurs étiqueté négativement en comparaison à l'alcool festif. Cette exclusion est peut-être due, non pas à un choc de la différence, mais par un choc de la ressemblance dans nos pratiques.

« Lorsque l'alcool est une composante de l'existence de la personne, la privation ou l'interdiction est, au même titre que l'incitation, un enjeu vital. » (p. 15-16).

Texte: BRODIEZ-DOLINO, A. 2022. « (Socio-)histoires du sans-abrisme à l'époque contemporaine. État des lieux et pistes de recherche. », Le Mouvement Social, Presses de Sciences Po, no 280, p. 3-32.

Résumé: Du Moyen-Âge aux années 70, les notions dominantes étaient celles du vagabondage et de la mendicité. L'Aumône Générale de Lyon est créée en 1531 suivie du Grand Bureau des Pauvres en 1544 à Paris afin de centraliser les aumônes, de recenser les pauvres et d'endiguer la mendicité. En 1767 la mendicité peut valoir le cachot et il faudra attendre les années 1990 pour sa dépénalisation. Même les pauvres doivent travailler.

Le premier arrêté contre le vagabondage date quant à lui de 1350

Des années 80 à 90 les SDF et les « nouveaux pauvres » créent un intérêt pour les journalistes et la médecine. Le vagabondage et la mendicité comme délit étant devenus des éléments anachroniques face à la montée des précarités à la fin des Trente Glorieuses, ils sont dépénalisés entre 92 et 94.

On ne parle plus des « clochards » (figure marginalisée et stigmatisée), mais des SDF. La psychiatrie se saisit de la question en la pathologisant au passage.

Texte: CAROTENUTO-GAROT, A. MONTENEGRO-MARQUES, E. 2021. « Les visages du sans-abrisme en France: La modélisation de la carrière de sans-domiciles comme substitut de la catégorisation actuelle. », AIFRIS, « Écrire le social », no 3, p. 3-18.

Résumé: Durant les Trente Glorieuses, le sans-abrisme était perçu comme de la pauvreté résiduelle avec notamment la figure du « clochard ». À cette figure sont associées des pathologies et handicaps sociaux.

L'auteur opère ensuite 4 catégories:

- Les forcés avec des solutions d'hébergement et une possibilité de sortie de carrière.
- Les invisibles sans solution d'hébergement, mais avec une volonté de sortie de carrière.
- Les intégrés avec des solutions d'hébergement, mais sans volonté de sortie de carrière.
- Les incorporés sans solution d'hébergement, et sans volonté non plus de sortie de carrière.

Texte: CINGOLANI, P. 2017. La précarité. Que sais-je? 125pp.

Résumé:

On ne peut mieux faire ici que le citer in extenso: « Sortir de la précarité en donnant droit aux discontinuités, telle est la thèse qui vient et revient tout au long de ce livre, et, dans une certaine mesure, seule une sociologie des pratiques et des tactiques nous a permis de la saisir, en nous faisant comprendre combien les discontinuités ne sont pas seulement des conséquences de la flexibilité et de l'instabilisation de l'emploi, mais proprement un fait social de notre temps: une caractéristique de la socialisation. » (p.109)

Texte: COLOMBI, D. 2020. *Où va l'argent des pauvres*. Payot, 349pp.

Résumé:

Ce cadre d'analyse relationnel permet de comprendre, par exemple, pourquoi le pauvre n'est pas libre de disposer de l'aide reçue comme il l'entend sans s'exposer à un jugement moral. En effet, cet argent ne lui appartient jamais pleinement, il constitue une dette envers la société qui, de ce fait, entend définir quel est son bon usage.

Le second préjugé démonté par l'auteur renvoie à la distinction entre « bons » et « mauvais » pauvres. La compassion, argumente l'auteur, est bien souvent limitée au « bon » pauvre : plutôt discret pour la droite, plutôt engagé pour la gauche, mais en aucun cas oisif, il doit être authentique et donc suffisamment miséreux, faire des efforts et accepter sa position dans la société. Denis Colombi invite à « se débarrasser de tout regard moral ou moralisateur sur la pauvreté : ne voir en elle ni honte, ni grandeur, ni noblesse, ni infamie » (p.39). Ainsi, les faits sociaux parfois corrélés ou souvent associés à la pauvreté (misogynie, racisme, conservatisme, usage de drogues...) ne doivent pas être passés sous silence mais « pris en compte, compris et expliqués, notamment dans le rapport qu'ils entretiennent avec la pauvreté – en sont-ils le produit ou sont-ils indépendants de celle-ci ? » (p.39).

Texte: ELOY, P. 2020. « *Le rapport des familles roms visibles dans l'espace public à l'hébergement*. », *Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'intervention Sociales, Sciences & Actions Sociales*, no 13, p. 175-198.

Les Roms se rendent visibles par des pratiques marquantes : mendicité des enfants et refus d'hébergements. Le rapport avec les institutions est un rapport de tension.

Les raisons des refus d'hébergement sont : « la crainte d'être séparé de ses proches, méconnaissance du territoire et du fonctionnement des dispositifs, préférences géographiques pour les activités économiques, rejet du stigmaté associé aux sans-abris, ou encore inadaptation de la prise en charge. » (p. 177).

« L'intégration pour ces familles ne passe pas tant par la relégation dans des formes d'hébergement institutionnel contraint, mais bien par l'insertion dans un secteur économique spécifique (mendicité, biffe, ferraille, etc.). » (p. 196).

Texte : DAMON, J. 2020. *Qui dort dehors ? La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 160 pp.*

Résumé:

L'auteur, spécialiste de la question sociale du sans-abrisme et de ses politiques publiques, propose de retracer l'étymologie du terme « sans domicile fixe » (SDF) qui apparaît dès le XIX^e siècle sur des registres de police. Alors que, jusque dans les années 1990, les termes privilégiés sont ceux de « clochards » et de « sans-abri », l'abréviation SDF, d'usage récent, agrège les situations d'absence de logement, de victime d'une catastrophe, de clochard, de vagabond et de mendiant.

Damon propose une typologie novatrice, fondée sur l'évènement déclencheur—ou générateur—du sans-abrisme, d'une part ; sur sa durée, d'autre part. Il distingue ainsi trois temporalités du sans-abrisme (« ponctuelle ou accidentelle », « chronique ou récurrente », « permanente ou continue ») et trois faits générateurs : évènement involontaire (chômage, divorce, maladie, etc.), volontaire et, parfois, contraint (fugues, migrations). En croisant ces deux dimensions, l'auteur distingue neuf types de sans-abrisme.

La question du nombre de SDF dans les pays de l'Union européenne (UE) est abordée dans un troisième chapitre. Dénombrer les SDF est par nature complexe. Selon les enquêtes menées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et l'Institut national d'études démographiques (Ined) en 2001 et 2012 auprès des personnes fréquentant les services d'hébergements ou de distribution de repas, il y aurait eu, en 2001, 90 000 personnes concernées, et 140 000 en 2012 ; mais parmi elles, seul un dixième aurait dormi dans la rue (Yaouancq et al., 2013). Pour mieux saisir l'ampleur du problème, qui pourrait donc être minimisé, l'auteur propose de raisonner en flux, c'est-à-dire en nombre de personnes qui ont dormi dans la rue une nuit dans leur vie. L'enquête « Nuit de la solidarité » menée par la ville de Paris indique ainsi que près de 3 000 personnes dormaient dehors dans Paris au cours de la nuit de l'enquête, dont 2 000 dans la rue, 189 dans les bois parisiens et 811 dans les parkings, gares et stations.

Texte : GRENIER, J. GRENIER, K. THIBAUT, S. CHAMBERLAND, M. CHÉNARD, J. BOURQUE, M. SAINT-GERMAIN, L. CHAMPAGNE, M. SEERY, A. ROY-BEAUREGARD, S-J. 2020. « Accompagnement de femmes en situation d'itinérance : Pratiques en émergence d'un organisme communautaire en territoire périurbain et rural au Québec. » Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'intervention Sociales, Sciences & Actions Sociales, no 13, p. 146-174.

Résumé : Chez les femmes en situation d'itinérance les situations sont très variables vis-à-vis de l'âge de l'origine sociale ou encore du niveau de diplôme. Ce qui unit les parcours sont la mauvaise santé psychologique et/ou physique, les dépendances et la récurrence de violences (surtout sexuelles et conjugales dans les parcours). L'itinérance des femmes est en croissance, mais invisibilisée. On estime qu'à Québec, elles représentent 15 à 25 % du public itinérant. L'itinérance de ces femmes est souvent une stratégie pour éviter la rue et les violences genrées qui lui sont liées.

« Pour se sentir plus en sécurité et éviter la rue ou les refuges mixtes, certaines femmes peuvent avoir recours à la prostitution de survie, pratique consistant à offrir des faveurs sexuelles en échange d'un toit, d'un repas ou d'une douche. Ou encore, certaines usent des stratégies de l'économie de rue (activités criminelles liées à la revente de drogue et le vol à l'étalage. » (p. 153)

« Elles ont un besoin d'ancrage, d'une sécurité physique et affective, avant de penser à retourner vivre dans la communauté. » (p. 167)

Texte : NELS, A. SCHWARTS, O. 2011. *Le Hobo, sociologie du sans-abri*. Paris, Armand Colin, 396 pp.

Résumé:

En ce qui concerne tout d'abord le thème, la catégorie de Hobo, comme Nels Anderson s'applique à le répéter, ne recouvre pas l'ensemble de ceux que l'on qualifieraient de « sans-abris », mais plus précisément un ensemble de travailleurs journaliers – de jeunes Américains célibataires, pour l'essentiel – évoluant dans une précarité qui affecte non seulement leur statut professionnel mais plus généralement leur mode de vie dans sa globalité. Ils se déplacent en effet en permanence d'un endroit à l'autre au gré des opportunités d'embauche dans les champs ou sur les chantiers, empruntant clandestinement les wagons des trains de marchandise. L'étude d'Anderson a ainsi pour premier mérite de rappeler que la précarité de l'emploi, avec ses implications profondes sur l'ensemble de l'existence, n'est malheureusement pas un phénomène nouveau, mais s'avère consubstantielle à l'organisation capitaliste de la société, en particulier dans certains secteurs caractérisés par la flexibilité, du fait, par exemple, de l'irrégularité de l'activité. L'étude révèle également que la confrontation au sous-emploi, voire à la rue, est différemment et inégalement vécue par les uns et les autres en fonction de leurs ressources et trajectoires personnelles – constat a priori évident mais que les architectes des politiques publiques, comme les commentateurs ordinaires, semblent le plus souvent oublier. Plus encore, en détaillant les valeurs et les formes d'organisation des Hobos – plus particulièrement au sein du quartier de Chicago où ils se concentrent alors, significativement surnommé la « Hobohème » –, Nels Anderson montre qu'être Hobo représente plus qu'une condition : c'est une véritable culture au sens sociologique du terme, c'est-à-dire un ensemble de normes et de valeurs qui se cristallisent notamment au sein d'un certain nombre d'institutions (hôtels et asiles de nuit singulièrement spartiates, cantines de fortune, boutiques de fripes et autres lieux de divertissement bon marché –

Texte: ZENEIDI-HENRY, D. 2002. *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre.* Paris, Bréal, Coll. « D'autre part », 256 pp.

Résumé:

Aux marges du monde repu et bien-pensant, les sans domicile fixe, les clochards, les itinérants, les homeless sont devenus les nomades d'aujourd'hui.

Madame Zeneidi-Henry nous fait un portrait saisissant de ceux qu'il est convenu d'appeler en France les SDF (sans domicile fixe), un portrait géographique difficile, parfois incomplet ou irritant, mais qui a le mérite de soulever plus de questions qu'il n'apporte de réponses. Étranges nomades que ces individus qui « s'oublie, se fuient et se réfugient dans la rue. Ils démissionnent de leur corps et se jettent dans les bras grands ouverts de la rue. Elle devient un espace intime, celui du geste immédiat, elle devient une peau, ils l'adoptent comme une grosse couverture », p. 169. Le phénomène du vagabondage, de l'itinérance, dans les sociétés dites développées, a connu un développement important depuis la fin des Trente glorieuses. Cette recrudescence a été causée par la montée de la précarité économique (chômage, déqualification) et par la rupture des réseaux sociaux traditionnels (familles, groupes locaux). Pourtant, ce n'est pas tant l'augmentation du nombre de vagabonds qui frappe que la transformation des visages de ceux et celles qui composent aujourd'hui cette confrérie des gens « de et dans » la rue.

**La
méthodologie
employée**

4

La méthodologie préconisée est celle **d'une enquête de conscientisation** par questionnaire s'adressant aux personnes concernées.

La comparaison des données avec celles de la première édition en 2022 ne sera pas possible car la méthodologie employée a été affinée. 486 personnes sans-abris ont été recensées le soir de la Nuit de la Solidarité 2023 (213 dans les rues de Bordeaux, et 273 dans les bidonvilles). Après lecture précise du contenu des questionnaires, 363 ont été définis comme exploitables sur les 486

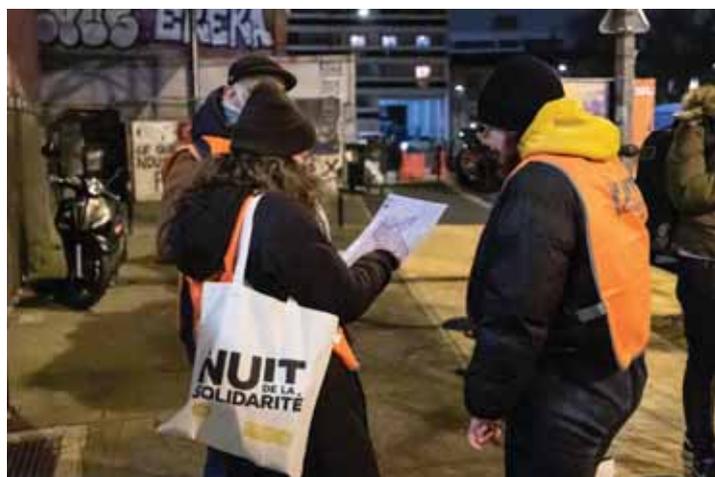
Le questionnaire

Le questionnaire utilisé est le questionnaire national de la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement), commun à l'ensemble des collectivités engagées dans l'opération.

Par ailleurs, des questions supplémentaires ont été adjointes au questionnaire bordelais afin de faire un focus particulier sur les femmes sans-abri et le faible recours au 115. Ce travail complémentaire a fait l'objet de plusieurs rencontres avec les associations partenaires, les pratiquantes de la rue, le comité scientifique et le cabinet ARESVI.

Issue d'une méthodologie « en entonnoir », le questionnaire a permis de réaliser des entretiens individuels et collectifs en lien avec ce dernier.

Le questionnaire visait à mesurer principalement les parcours individuels. Il a été accompagné par les personnes formées au préalable. Cet outil permet aussi de prendre en compte **la sociologie des non-réponses**. Pour nous, la sociologie des non-réponses se doit d'être interrogée car ne rien faire ou ne rien dire participe d'un mal-être qui doit être interrogé et ré-encodé selon le contexte.



Il a été présenté selon les quatre grandes variables suivantes :



Le parcours de la personne



L'hébergement



L'accompagnement



Ses caractéristiques personnelles

Tous les questionnaires ont été saisis manuellement par ARESVI à l'aide du logiciel SurveyMonkey. Avant de rentrer plus en détail dans l'analyse, il est important de mettre en avant le fait que plusieurs écueils ont été repérés dès l'étape de saisie des données. En tout premier lieu, les questionnaires n'ont pas été remplis de manière complète. Sur l'ensemble de l'échantillon, seuls deux questionnaires ont été remplis de manière intégrale. Cela peut laisser transparaître la nécessité de simplifier le questionnaire, et surtout d'avoir un retour avec les bénévoles pour les laisser s'exprimer sur les conditions et la faisabilité de la passation. Un nombre important de questions, voire de parties ont été laissées vides et un nombre important d'erreurs dans la saisie ont été repérées.

Ensuite, il faut noter une réelle difficulté sur le comptage des mineurs et celle des enfants. Beaucoup de questionnaires ont eu des réponses paradoxales (ex : Personne avec enfant, mais sans mineurs avec elle). La comptabilité de mineurs et des enfants n'a donc pas été idéale à travers le questionnaire 2023 de la Nuit de la Solidarité. Enfin, certaines parties, notamment le tableau sur les besoins (Cf. Annexes), ont été très souvent remplies de manière hâtive (en tirant un trait sur une colonne), plutôt que de répondre au cas par cas. Ces écueils n'invalident pas les résultats, mais nous invitent tout d'abord à interroger la sociologie des non-réponses, mais aussi à réfléchir à l'amélioration possible du questionnaire.

À l'issue de la saisie des questionnaires, des analyses brutes ont été effectuées afin d'orienter au mieux les entretiens vers des éléments compréhensifs. Ainsi, trois grands constats ont émergé de cette analyse à mi-parcours :

- Dans les lieux organisés, les personnes ont encore moins recours aux dispositifs
- Les non-demandes ne sont pas nécessairement volontaires, mais induites par le manque d'information et de défiance vis-à-vis des institutions
- En fonction de la projection à la rue, le rapport aux institutions diffère

Pour ce faire, quatre strates ont été analysées :

Le genre

La situation maritale (seul.e ou en couple)

L'ancienneté sans chez-soi

Les campements, bidonvilles

La mise en tension avec les premiers résultats bruts avec le comité scientifique s'est tenue en février 2023.

Les entretiens collectifs

À l'issue, trois entretiens collectifs ont pu être menés le 1er mars, grâce aux services de la municipalité :

- Un auprès de pratiquantes de la rue dans les locaux du Samu social
- Un dédié aux bidonvilles (avec une traductrice) dans une halte de jour
- Un autre sans recommandation particulière au même lieu.

Si le questionnaire évalue ce que les personnes déclarent, les entretiens ont tendance à nous montrer que l'échange avec autrui, modifie la parole. Qu'elle soit invisibilisée, inconscientisée, aveuglante ou clairement identifiée, la parole relevée lors de ces entretiens collectifs (autrement appelés focus-groups) permet de comprendre les enjeux traversés par les personnes « sans chez-soi » à travers des récits expérientiels. Cette parole a été accompagnée par deux sociologues-animateurs d'ARESVI, que sont Johanna Dagorn et Clément Reversé. Sa finalité est d'obtenir des éléments factuels et compréhensifs afin d'éclairer les éléments plus formels du questionnaire. Il s'agit d'environ deux heures d'entretiens collectifs sur une logique d'échanges cordiaux et conviviaux des personnes concernées directement.

23 personnes ont été interrogées par ce biais en mars 2023.

Thématiques abordées	Éléments questionnés
Parcours de vie	Présentation, parcours...
Niveau d'information	Connaissance des dispositifs, des associations, recours au 115 et pourquoi...
La précarité	Ressources, loisirs, logement...
Les pratiques/habitudes/styles de vie	La vie quotidienne, couple, enfants, scolarité... CSP, âge, entourage familial, social, proches...
La typologie des personnes	Proches, ami.es, famille...
Le lien social	Médecin...
Le rapport à la santé	Les réponses aux besoins (intimité, alimentation...)
« La débrouille »	Comment la rue est-elle envisagée à moyen et long terme ? Vérifier corrélation entre long terme et non-recours aux institutions formelles.
L'avenir	Les points à améliorer, les forces, les propositions...
Les perspectives envisagées	

Au total, ce sont 363 réponses issues du questionnaire qui ont été analysées et trois entretiens collectifs (23 personnes). La partie suivante, qui constitue l'analyse de ces résultats est issue du questionnaire, et les entretiens individuels et collectifs sont utilisés sous forme de verbatim permettant un étayage des données extraites, mais aussi, et surtout une personnification de ces dernières, d'autant plus importante pour ces personnes très souvent invisibilisées.

**Les principaux
résultats**



Les résultats présentés dans ce rapport se développent selon cinq thématiques principales :

- ▶ Le logement,
- ▶ Le 115,
- ▶ Le rapport à l'accompagnement,
- ▶ Les besoins exprimés,
- ▶ La problématique de la santé

L'échantillon

Les personnes comptabilisées lors de cette nuit de la Solidarité sont les suivantes :

- 363 réponses complètes dont 110 en bidonville (3 campements et plus) avec en plus 128 enfants comptabilisés dans ces bidonvilles.
- 68 personnes présentes non visitées .
- À ceci, se rajoutent les squats (182 personnes officiellement).

Nous ne tiendrons compte pour l'analyse que des réponses obtenues dans le questionnaire (N=363) et des entretiens périphériques (n=18).

Notons aussi que beaucoup de questions ont été ignorées (surtout celles ayant trait aux conditions d'hébergement et à leur futur, même proche). Les résultats émanent uniquement des adultes ayant répondu au questionnaire. Si des adultes (hors bidonvilles) ont déclaré « être avec des enfants », aucun n'a été notifié durant cette nuit dans les rues de Bordeaux. C'est pourquoi nous avons fait le choix méthodologique de ne pas les comptabiliser. **Ce qui signifie que les résultats sont bel et bien sous-estimés, mais dans une proportion non chiffrable qui nous empêche de proposer un chiffre ou même une estimation précise.**

Par ailleurs, 14% des personnes n'ont pas répondu car une grande part d'entre elles dormait ou ne désirait pas.

L'échantillon est relativement conforme aux attentes puisqu'il comporte autant de personnes seules (52%) qu'accompagnées.

Un tiers de femmes le constitue : 71 % en bidonville dans la strate mais l'effectif global est probablement sous-estimé car dans les campements, parfois, le compagnon répondait pour les deux.

Les personnes interrogées dans les bidonvilles proviennent pour 96% d'un pays de l'Union européenne (très peu de français.es) et plus de 64% n'ont jamais eu d'hébergement en France.

L'âge se situe entre 25 et 54 ans pour les presque trois quarts comme l'indique le tableau récapitulatif suivant :

L'âge se situe entre 25 et 54 ans pour les presque trois quarts comme l'indique le tableau récapitulatif suivant :

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Impossible à déterminer	3.60%	10
Moins de 18 ans	1.80%	5
18 à 24 ans	11.15%	31
25 à 39 ans	42.81%	119
40 à 54 ans	30.22%	84
55 à 69 ans	9.35%	26
70 ans et plus	1.08%	3
TOTAL		278

À la fois dans l'âge, le sexe, et la diversité des modes de vie, l'échantillon est proportionnellement représentatif des personnes « sans chez-soi » observées dans les villes de France.

Le logement

Où pensez-vous passer la nuit ?

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Dans mon logement-Un hôtel-Un centre d'hébergement-Une connaissance (fin du questionnaire)	9.38%	24
Dans la rue sans tente	18.36%	47
Dans la rue avec tente	5.47%	14
Dans une station de transport en commun	0.00%	0
Gare ☐	1.17%	3
Cave	0.78%	2
Campement (3 tentes ou +)	44.14%	113
Talus périphérique	0.00%	0
Hôpital ☐	0.00%	0
Dans un bois	0.78%	2
Dans un parc/jardin	0.39%	1
Dans un immeuble ☐	1.17%	3
Dans un centre commercial	0.00%	0
Dans un parking 🅒	8.98%	23
Dans une voiture ☐	2.73%	7
Autre (veuillez préciser)	6.64%	17
TOTAL		256

Cette question posée en amont du questionnaire a été contre toute attente assez bien renseignée, mais elle est simplement déclarative, car en fonction du temps et des aléas, la personne peut envisager de dormir chez un ou une proche, sans pour autant que ce proche puisse l'héberger le moment venu. Il est fort probable que le chiffre de 9% de personnes écartées de l'analyse en raison de l'échantillonnage, se soit révélé in fine plus bas que celui annoncé.

Depuis quand êtes-vous sans logement ?

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Entre 1 semaine et 1 mois	4.12%	10
Entre 1 mois et 3 mois	8.23%	20
Entre 3 mois et 6 mois	7.82%	19
Entre 6 mois et 1 an	9.88%	24
Entre 1 an et 5 ans	40.74%	99
Plus de 5 ans	25.10%	61
Depuis toujours (logeait avant chez ses parents, dans un foyer, famille d'accueil...)	2.47%	6
Ne sait pas	0.41%	1
Ne souhaite pas répondre	1.23%	3
TOTAL		243

70% des personnes interrogées sont à la rue de manière longue (entre 1 et plus de 5 ans). Sans parler de « carrière » comme Carotenuto-Garot et Montenegro-Marques (2021), le temps passé à la rue et les trajectoires impactent considérablement les individus, mais aussi et surtout le rapport qu'ils entretiennent vis-à-vis des institutions comme nous le verrons plus tard. En effet, **en fonction du passé et du vécu antérieur, les personnes « sans chez-soi » ont des trajectoires et des « styles de vie » totalement différents.**

Question : «Cet hébergement ou logement était :»,

(cette question fait suite à la question précédente : « Quand avez-vous été hébergé ou logé pour la dernière fois en France ? »)

Précédent logement

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Mon logement	33.87%	42
Le logement d'une connaissance	16.13%	20
Un hôpital ☹	0.81%	1
Un centre d'hébergement	15.32%	19
La prison	0.81%	1
L'hôtel	3.23%	4
Placement (Aide Sociale à l'Enfance...)	1.61%	2
Chez un tiers (famille, ami, proche...)	18.55%	23
Ne sait pas	2.42%	3
Ne souhaite pas répondre	2.42%	3
Autre (veuillez préciser)	5.65%	7
Nombre total de participants: 124		

Tout d'abord, notons que cette question, qui pour autant arrive dans les premières du questionnaire, cause un « embarras sociologique » puisque seulement un tiers des personnes a répondu à cette dernière. Ce sont majoritairement les personnes habitant les bidonvilles qui ont répondu à ce questionnaire (n=110/N=124).

L'analyse de ce tableau est donc fortement biaisée par la surreprésentation des personnes habitant les bidonvilles dans ce dernier.

Pour autant, en voici l'interprétation de cet échantillon non représentatif des personnes « sans chez-soi » :

- Près de 60% sont arrivées à Bordeaux sans logement depuis le départ
- 35% étaient hébergés chez un proche, famille ou connaissance
- 15% en centre d'hébergement
- Seulement un tiers possédait un logement auparavant.

Ces chiffres montrent qu'au moins un tiers des personnes « sans chez-soi » à Bordeaux, n'avaient pas de logement en arrivant dans cette ville. Ce qui pose la question « des incorporés sans solution d'hébergement, et sans volonté non plus de sortie de carrière » que posent Carotenuto-Garot et Montengro-Marques (2021). Cela signifie que nous sommes en présence de personnes « sans chez-soi » ayant été habituées à l'être depuis presque toujours. Ceci change complètement le rapport à la rue, à la santé et aux institutions comme nous le verrons plus loin. Cela montre surtout l'importance du parcours dans l'habiter.

Comme nous avons pu le voir dans les entretiens collectifs, celles et ceux qui avaient des conditions de logement dignes avant (les femmes interrogées, le jeune pianiste, Éric, anciennement suivi au Prado) ont des projets d'intégration sociale et de logement durable, et apprennent à « bricoler » en attendant.

À l'inverse, celles et ceux qui sont « sans chez soi » depuis longtemps ne présentent pas de projets si ce n'est vivre une vie meilleure avec un certain fatalisme quant aux logements durables, comme il est le cas des personnes vivant dans les campements notamment.

La question du 115

Le 115 est un numéro d'urgence (au même titre que le SAMU ou les pompiers) qui vient en aide aux personnes sans abri et en grande difficulté sociale. L'organisation se fait à l'échelle départementale en coordination avec les services de l'État. Il sert à proposer une solution d'hébergement en urgence aux personnes qui l'appellent. Devant le nombre croissant de personnes à la rue et le nombre d'appels exponentiel, ce dernier bien que primordial, ne peut répondre à toutes les demandes comme le constate également le 28ème rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre sur le mal-logement.

Question : « Appelez-vous le 115? »

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Oui, de temps en temps	26.99%	61
Oui, tous les jours	11.95%	27
Non, je n'ai jamais appelé	33.63%	76
Non, j'ai renoncé	23.01%	52
Ne sait pas	2.65%	6
Ne souhaite pas répondre	0.88%	2
Autre (veuillez préciser)	0.88%	2
TOTAL		226

Question : « Si vous ne contactez plus le 115, quelles en sont les raisons? »

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Je ne connais pas le 115	30.13%	47
Le 115 ne répond pas	25.00%	39
La barrière de la langue	3.21%	5
Je n'ai pas de téléphone ou ne peux l'utiliser	4.49%	7
La proposition ne me semble pas adaptée	8.33%	13
J'ai des difficultés à m'orienter	0.00%	0
Je me sens en insécurité	4.49%	7
Le numéro est toujours occupé ou ne répond pas	11.54%	18
Les lieux sont trop éloignés	0.00%	0
On ne prend pas mon animal de compagnie	2.56%	4
On ne me propose pas de solution quand j'appelle	16.67%	26
La solution est proposée mais pour une seule personne et n'est pas adaptée à ma situation familiale	0.64%	1
La durée d'hébergement proposée est trop courte	4.49%	7
Je suis en situation de handicap	0.00%	0
Je n'ai pas confiance	3.85%	6
Autre (veuillez préciser)	9.62%	15
Nombre total de participants: 156		

Les raisons pour lesquelles le 115 n'est plus appelé sont les suivantes :

- 30% ne le connaissent pas
- ¼ parce qu'il ne répond pas
- 12% parce que le numéro est toujours occupé
- 17% car aucune proposition n'est émise

Pour le dire autrement, plus de la moitié des personnes qui connaissent le 115 ne l'appellent plus pour des raisons liées au découragement, et à un téléphone dont la batterie se vide au fil des appels en attente sans pouvoir le recharger la nuit tombée.

L'accompagnement

Question: «Etes-vous accompagné par un travailleur social?»

Le rapport aux institutions peut se mesurer par le suivi d'un ou d'une travailleuse sociale. Or, ce chiffre de manière globale est particulièrement inquiétant puisque 60% de l'échantillon déclarent ne pas être accompagné par un travailleur social. Toutes choses étant égales par ailleurs, on constate peu d'écart avec les femmes (35% accompagnées).

Question: «Avez-vous une adresse pour recevoir votre courrier?»

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Oui	32.74%	73
Le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale)	41.70%	93
Le CAIO (Centre d'Accueil d'Orientation et d'Information)	8.52%	19
Chez une connaissance	1.35%	3
Chez un ami ou un proche	0.90%	2
Auprès de ma famille	5.83%	13
Chez un ou une ex partenaire	0.00%	0
Chez mon ex voisin ou voisine	0.00%	0
Auprès d'une association	2.24%	5
Non	25.11%	56
Ne sait pas	1.35%	3
Ne souhaite pas répondre	0.90%	2
Autre (veuillez préciser)	5.83%	13
Nombre total de participants: 223		

Concernant l'adresse pour le courrier (qui est le pilier pour obtenir un emploi, un logement, des papiers...), les instances institutionnelles sont le recours principal.

Ainsi, le CCAS et le CAIO représentent plus de la moitié des recours. Et un quart des personnes n'en fournissent aucune.

Seules 2 % des personnes utilisent l'adresse d'un ami ou d'une connaissance.

Cela montre deux points saillants :

- ▶ La défaillance du lien social, amical, familial, propices à la désaffiliation sociale
- ▶ L'importance des politiques publiques sur le pouvoir d'agir de ces personnes

Question: « Quand vous en avez besoin, pouvez-vous? »

	NON	SOLUTION PERSONNELLE - TOUJOURS	SOLUTION PERSONNELLE - PARFOIS	SOLUTION PERSONNELLE - RAREMENT	OFFRE DE STRUCTURE - TOUJOURS	OFFRE DE STRUCTURE - PARFOIS	OFFRE DE STRUCTURE - RAREMENT	TOTAL	MOYENNE PONDÉRÉE
Prendre une douche	12.11% 27	41.26% 92	12.11% 27	3.59% 8	15.70% 35	14.35% 32	0.90% 2	223	3.16
Prendre un repas	5.09% 11	56.02% 121	15.28% 33	1.39% 3	11.11% 24	9.72% 21	1.39% 3	216	2.92
Vous soigner	21.61% 43	37.19% 74	7.04% 14	4.02% 8	16.58% 33	11.56% 23	2.01% 4	199	2.99
Consulter un médecin	20.30% 41	37.62% 76	7.92% 16	4.46% 9	17.33% 35	9.41% 19	2.97% 6	202	3.01
Laver vos vêtements	8.54% 17	51.76% 103	14.07% 28	5.03% 10	10.55% 21	7.54% 15	2.51% 5	199	2.90
Discuter/être écouté.e	22.95% 42	39.34% 72	9.84% 18	7.65% 14	9.84% 18	9.29% 17	1.09% 2	183	2.74
Obtenir des vêtements	21.81% 41	42.02% 79	11.17% 21	4.26% 8	9.04% 17	7.98% 15	3.72% 7	188	2.76
Vous changer dans un lieu adapté quand vous avez vos règles	23.88% 16	56.72% 38	2.99% 2	1.49% 1	5.97% 4	8.99% 6	0.00% 0	67	2.36
Avoir accès aux protections hygiéniques	21.05% 12	52.63% 30	7.02% 4	5.26% 3	8.77% 5	5.29% 3	0.00% 0	57	2.44
Accéder à internet	36.60% 71	46.39% 90	4.12% 8	2.06% 4	6.19% 12	4.64% 9	0.00% 0	194	2.09
Être accompagné.e dans vos démarches	30.32% 57	28.72% 54	6.91% 13	5.85% 11	13.83% 26	10.11% 19	4.26% 8	188	2.91
Stocker vos affaires personnelles	21.08% 39	57.30% 106	5.41% 10	2.16% 4	7.03% 13	3.78% 7	3.24% 6	185	2.41

Ce tableau résume les non-recours des personnes « sans chez-soi »

- ▶ 56% ne font pas appel aux distributions alimentaires
- ▶ 72% ne fréquentent pas l'accueil de jour vs 90% en bidonville

Par ailleurs, le non-recours est parfois renforcé par des pratiques d'emploi (souvent d'exploitation humaine) non déclarées notamment des personnes migrantes (Bertho, 2020).

Concernant les besoins fondamentaux (santé, nourriture, hygiène), « la débrouille » semble être le premier levier car le tableau suivant montre un très faible recours aux institutions.

Strates femmes (68 réponses)

	NON	SOLUTION PERSONNELLE - TOUJOURS	SOLUTION PERSONNELLE - PARFOIS	SOLUTION PERSONNELLE - RAREMENT	OFFRE DE STRUCTURE - TOUJOURS	OFFRE DE STRUCTURE - PARFOIS	OFFRE DE STRUCTURE - RAREMENT	TOTAL	MOYENNE PONDÉRÉE
Être accompagné.e dans vos démarches	31.67% 19	36.67% 22	10.00% 6	6.67% 4	11.67% 7	1.67% 1	1.67% 1	60	2.42
Discuter/être écouté.e	33.33% 18	44.44% 24	5.56% 3	5.56% 3	7.41% 4	0.00% 0	3.70% 2	54	2.24
Vous soigner	22.95% 14	40.98% 25	4.92% 3	3.28% 2	18.03% 11	8.20% 5	1.64% 1	61	2.84
Obtenir des vêtements	32.14% 18	44.64% 25	8.93% 5	1.79% 1	10.71% 6	0.00% 0	1.79% 1	56	2.21
Avoir accès aux protections hygiéniques	15.56% 7	55.56% 25	8.89% 4	4.44% 2	11.11% 5	4.44% 2	0.00% 0	45	2.53
Consulter un médecin	20.00% 12	45.00% 27	8.33% 5	1.67% 1	16.67% 10	5.00% 3	3.33% 2	60	2.78
Accéder à internet	44.44% 28	46.03% 29	1.59% 1	1.59% 1	6.35% 4	0.00% 0	0.00% 0	63	1.79
Prendre une douche	13.64% 9	51.52% 34	15.15% 10	7.58% 5	12.12% 8	0.00% 0	0.00% 0	66	2.53
Vous changer dans un lieu adapté quand vous avez vos règles	16.33% 8	69.39% 34	4.08% 2	0.00% 0	4.08% 2	6.12% 3	0.00% 0	49	2.24
Laver vos vêtements	6.45% 4	66.13% 41	9.68% 6	4.84% 3	11.29% 7	1.61% 1	0.00% 0	62	2.53
Stocker vos affaires personnelles	16.95% 10	69.49% 41	3.39% 2	1.69% 1	8.47% 5	0.00% 0	0.00% 0	59	2.15
Prendre un repas	6.25% 4	67.19% 43	17.19% 11	3.13% 2	4.69% 3	1.56% 1	0.00% 0	64	2.38

Le groupe des femmes contre toute attente, demande moins d'aides :

- ▶ Elles privilégient davantage les solutions personnelles
- ▶ 86 % se changent grâce à des solutions personnelles et non structurelles
- ▶ Elles ont bien moins accès au numérique

Pour illustrer, à la question suivante, plus de 56 % n'ont jamais eu recours aux repas alimentaires sous aucune forme.

Question: « Au cours de cette semaine, avez-vous rencontré des maraudes ? »

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Oui, une fois	17.37%	37
Oui, plusieurs fois	24.41%	52
Non	53.99%	115
Ne sait pas	2.82%	6
Ne souhaite pas répondre	1.41%	3
TOTAL		213

On constate une forte corrélation entre les personnes qui n'ont pas fait appel aux recours formels (56%) et celles qui n'ont pas rencontré de maraude. Cela montre une nouvelle fois l'importance de l'aller-vers. Pour le dire autrement, **ce n'est pas nécessairement une volonté des personnes de ne pas y recourir, mais souvent statiques, ou cantonnées dans un périmètre restreint, elles recourent aux possibilités qui viennent à elles directement.** Pour corroborer ceci, 68 % des personnes vivant dans les bidonvilles n'ont pas recours à ces dernières ; ce qui est significativement plus important que la moyenne.

Le besoins

Question: « Avez-vous d'autres besoins non satisfaits en dehors de l'hébergement ou du logement ? »

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Non	69.23%	72
Ne sait pas	18.27%	19
Ne souhaite pas répondre	12.50%	13
TOTAL		104

Tout d'abord, plus des deux tiers des personnes ont passé la question tout en répondant aux suivantes. Cela peut paraître « étonnant » de prime abord sachant que les personnes interrogées sont par définition, celles qui ont le plus de besoins, eu égard à leur condition. Or, il n'en est rien comme le montre le tableau suivant car, outre le faible taux de réponses, aucune personne ne répond OUI à cette question. Cela montre une certaine résignation par rapport aux conditions de vie, mais pas seulement.

Les entretiens collectifs et la revue de l'art ont montré qu'être « sans chez-soi » occupe le corps et l'esprit. Se lever, prendre un café, se doucher en fonction des différents espaces, sont des gestes simples lorsque l'on a un « chez-soi », mais sont extrêmement chronophages et compliqués lorsque ce n'est pas le cas. Ainsi, se laver, se réchauffer, se restaurer, conserver ses affaires, penser à la prochaine nuit ne laisse aucun « droit au répit ». Et ce droit au répit est le temps nécessaire pour penser ses besoins, même les plus élémentaires.

	NON	SOLUTION PERSONNELLE - TOUJOURS	SOLUTION PERSONNELLE - PARFOIS	SOLUTION PERSONNELLE - RAREMENT	OFFRE DE STRUCTURE - TOUJOURS	OFFRE DE STRUCTURE - PARFOIS	OFFRE DE STRUCTURE - RAREMENT	TOTAL	MOYENNE PONDÉRÉE
Prendre une douche	12.11% 27	41.26% 92	12.11% 27	3.59% 8	15.70% 35	14.35% 32	0.90% 2	223	3.16
Prendre un repas	5.09% 11	56.02% 121	15.28% 33	1.39% 3	11.11% 24	9.72% 21	1.39% 3	216	2.92
Vous soigner	21.61% 43	37.19% 74	7.04% 14	4.02% 8	16.58% 33	11.56% 23	2.01% 4	199	2.99
Consulter un médecin	20.30% 41	37.62% 76	7.92% 16	4.46% 9	17.33% 35	9.41% 19	2.97% 6	202	3.01
Laver vos vêtements	8.54% 17	51.76% 103	14.07% 28	5.03% 10	10.55% 21	7.54% 15	2.51% 5	199	2.90
Discuter/être écouté e	22.95% 42	39.34% 72	9.84% 18	7.65% 14	9.84% 18	9.29% 17	1.09% 2	183	2.74
Obtenir des vêtements	21.81% 41	42.02% 79	11.17% 21	4.26% 8	9.04% 17	7.98% 15	3.72% 7	188	2.76
Vous changer dans un lieu adapté quand vous avez vos régies	23.88% 16	56.72% 38	2.99% 2	1.49% 1	5.97% 4	8.96% 6	0.00% 0	67	2.36
Avoir accès aux protections hygiéniques	21.05% 12	52.63% 30	7.02% 4	5.26% 3	8.77% 5	5.26% 3	0.00% 0	57	2.44
Accéder à internet	36.60% 71	46.39% 90	4.12% 8	2.06% 4	6.19% 12	4.64% 9	0.00% 0	194	2.09
Être accompagné e dans vos démarches	30.32% 57	28.72% 54	6.91% 13	5.85% 11	13.83% 26	10.11% 19	4.26% 8	188	2.91
Stocker vos affaires personnelles	21.08% 39	57.30% 106	5.41% 10	2.16% 4	7.03% 13	3.78% 7	3.24% 6	185	2.41

La santé

Question: « Comment estimez-vous votre état de santé général ? »

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Très bon	17.70%	40
Bon	33.19%	75
Assez bon	20.35%	46
Mauvais	20.80%	47
Très mauvais	7.52%	17
Ne sait pas	0.00%	0
Ne souhaite pas répondre	0.44%	1
TOTAL		226

Une fois encore, de manière contre-intuitive, moins de 30% des personnes estiment leur santé mauvaise. Les femmes, comme les personnes peuplant les bidonvilles s'estiment en meilleure santé (seulement 6% l'estiment mauvaise). Il y a ici un fort paradoxe entre les conditions de vie, les mises en danger (notamment pour les femmes) et la perception de son bien-être. Cette question sera développée lors de la discussion inhérente aux bidonvilles et aux femmes.

Question: « Avez-vous des ressources financières ? »

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Travail déclaré	16.74%	38
Travail non déclaré (hors mendicité)	13.66%	31
Pension de retraite	0.88%	2
Prestations sociales/minimas sociaux	13.22%	30
Allocation handicapée &	4.41%	10
L'aide de proches ou d'amis	4.41%	10
Mendicité	9.25%	21
Aucune ressource	14.54%	33
Non	18.94%	43
Ne sait pas	0.88%	2
Ne souhaite pas répondre	1.32%	3
Autre (veuillez préciser)	1.76%	4
TOTAL		227

La question des ressources, qui est taboue dans toutes les enquêtes en France, ne l'est pas ici étant donné qu'elle dénombre peu de non-réponses. Ce qui est inversement proportionnel aux résultats attendus concernant les besoins, projets. Lors d'enquêtes « tous publics », la question des projets, des besoins est extrêmement bien renseignée, ce qui est loin d'être le cas concernant la situation financière.

Ce tableau montre deux points importants :

- ▶ Un quart des personnes n'a aucune ressource (pension, minimas sociaux...) ce qui valide une fois de plus les conclusions du Grenelle de l'insertion concernant les non-recours aux droits des personnes.
- ▶ Mais aussi, tout comme l'envisageaient les sociologues des inégalités et les associations dédiées, le travail ne prémunirait pas de l'extrême pauvreté puisque 17% des personnes « sans chez-soi » interrogées sont des travailleurs.

Ces résultats nous éloignent des prénotions et images d'Épinal que l'on associe généralement au public des personnes sans-abris. Si la sociologie met en avant depuis les années 80/90 (Achard, 2016) et l'apparition des « nouveaux pauvres » un éloignement de la question de l'absence de logement et de celle de la marginalité, la figure du « clochard », du « vagabond » et surtout de l'hédoniste alcoolique est bien loin de la réalité exprimée par ces questionnaires. Beck (2020) propose d'ailleurs de considérer que si la figure du « clochard alcoolique » reste si présente dans nos imaginaires c'est parcequ'elle représente en définitive un choc dans la ressemblance de nos pratiques et de notre rapport à l'alcool.

Pour résumer ces tableaux et remettre un peu d'humanité, cela tendrait à dire que les besoins humains, l'humanité de la personne est réduite ici à des conditions matérielles sans projection ni désir. Cet état de fait renvoie à une négation de soi, de son individualité, qui d'un point de vue citoyen ne peut être acceptable, et d'un point de vue sociologique « comme normal », car cela tendrait à affirmer que les conditions de vie de ces personnes sont la norme d'un système qui se régule par ailleurs.

Pour Robert Castel (1991), L'individu est exclu lorsque les deux dimensions sont réunies, à la fois la perte de travail et l'absence de liens sociaux. Si une seule des dimensions est concernée, l'individu se retrouve alors dans une situation inconfortable, marquée soit par une fragilité relationnelle (peu de liens sociaux mais détention d'un travail), soit par une situation d'assistance (liens sociaux mais travail précaire). On peut lire ce tableau de différentes manières : l'importance du nombre de travailleurs pauvres (un tiers), qui signifie que le travail ne prémunit plus de la rue. Mais aussi que deux tiers d'entre elles sont dans une situation de **désaffiliation sociale**. Sans intervention extérieure des pouvoirs publics, il y a le risque de voir émerger une désaffiliation sociale, basée sur une rupture progressive des liens sociaux et un **affaiblissement des liens de proximité et de solidarité** entre individus.

Lorsque les liens sociaux sont fragilisés (pauvreté, précarité, inadaptation sociale, désinsertion, ségrégation, marginalisation), l'individu risque d'être isolé et de se sentir exclu socialement. En effet, l'exclusion sociale est un processus d'affaiblissement des liens qui relient l'individu aux autres (famille, réseau, communauté, entreprise) et à la société. Le sociologue attribue cette situation à un affaiblissement des collectifs (institutions, entreprise, écoles, cellule familiale, réseau amical) qui entraîne le recul des protections et débouche sur **un individualisme négatif** qui appauvrit les liens sociaux et familiaux et diminue les éléments de soutien et de reconnaissance sociale et sociétale.

Discussion des résultats



La santé

Ce qui est prégnant est que contrairement à l'imaginaire collectif, vivre « sans chez-soi » est une vie rythmée par l'urgence toujours plus urgente, sans projet, ne serait-ce qu'à court terme tant le quotidien use et fatigue. On est loin des idéaux-types du clochard oisif.

Les femmes expriment plus d'attentes et de projets dans le domaine du « care ». Lorsque les hommes ont des projets, ces derniers sont davantage liés aux besoins fondamentaux pour reprendre la pyramide de Maslow.

Le droit au répit

« *Me reposer la tête* » revient sans cesse. Isabel, pourtant couverte de dettes, nous exprime le besoin de se poser malgré le manque d'argent : « *J'ai pris un Airbnb une semaine pour me reposer la tête...* ».

Le plus lourd peut parfois être « *la solitude au milieu de tout le monde* » pour Mylène, l'incompréhension pour Mayi qui a trouvé la chaleur humaine en Inde. Le manque d'humanité des personnes est pointé. Ce réflexe de survie est d'ailleurs épuisant comme l'ont illustré plusieurs auteurs dont Achard (2016).

« Les épreuves à franchir dépendent de ce que les espaces de vie autorisent en marge. » (Pichon, 2010. P. 27).

La débrouille et les aléas de rencontres en rencontres épuisent.

Apprendre à survivre, à se débrouiller seule est primordial. Comme Isabel par exemple, qui a fait du camping sauvage à Bordeaux avec une personne.

Isabel devait habiter chez une amie, elle a voulu « me réduire en esclavage, elle parlait mal aussi ». Elle a fait de belles rencontres, mais le problème est « que les mauvaises rencontres sont payées très cher ». « Isabel a été agressée en 2014, ce qui a entraîné des problèmes de santé et une aménorrhée.

Ces personnes n'ont pas de droit au répit alors qu'elles sont souvent pointées du doigt et stigmatisées par leur inactivité. Cette exclusion peut créer une spirale de désinsertion et se renforcer en une autoexclusion. **La rue est un lieu d'exposition des stigmates et de silence des souffrances.**

L'urgence devient progressivement pour elles.eux une norme avec laquelle il.elles tentent de composer le quotidien. Ils.elles sont confronté.es à l'instabilité et l'insécurité, mais aussi assujetti.es par les institutions. Enfin, **on les dépersonnalise en un terme générique malmenant les identités individuelles et réducteur de leur vécu.**

Les conditions particulières des bidonvilles : un embarras national

La santé

« *Tout le monde n'a pas de carte vitale et prend la carte vitale du frère pour voir un médecin. Il faut suffisamment de fiches de paie pour obtenir une carte vitale* » Dimitri, 21 ans.

Il ne parle pas aux autres personnes du bidonville en dehors de sa famille, car « *les personnes sont sales, pas cultivées* ». Ses seuls contacts sont sa famille.

Dimitri dit qu'il n'y a pas de problème de santé, car ils sont habitués. Le corps est habitué depuis petit. « *C'est le ménage qui risque de nous rendre malades !* ».

Ses conditions de vie étaient meilleures en Bulgarie. Il dit que les personnes dans les squats ont besoin et envie, mais la plupart du temps ils se sentent rejetés et discriminés parce qu'ils sont étrangers et s'ils viennent dans les bidonvilles, ce n'est pas par choix. En France, il y a beaucoup de travail administratif pour accéder au logement. Il pense que les assistantes sociales n'ont plus envie de travailler avec ce genre de personnes.

Les problèmes administratifs et le manque d'aides et d'associations dans les bidonvilles

La situation française est exceptionnelle selon Damon tant au niveau du nombre de personnes sans-abri que de leur visibilité, en raison de l'apparition de campements aux périphéries des grandes villes et de mobilisations, à partir des années 1990, des associations en faveur des personnes « sans-papiers ». En s'appuyant sur les enquêtes citées plus haut, J. Damon indique que les campements, sont habités par des populations se différenciant du point de vue de leur nationalité et de leur droit au séjour (UE ou hors UE, en situation régulière ou irrégulière). Les politiques menées en France, seraient, selon J. Damon, « *d'une excessive dureté* » (p. 77), les demandes d'asile étant traitées plus lentement qu'ailleurs et les demandeurs étant contraints de recourir aux campements parce qu'ils ne parviennent pas à accéder à l'hébergement

tant par la relégation dans des formes d'hébergement institutionnel contraint, mais bien par l'insertion dans un secteur économique spécifique (mendicité, biffe, ferraille, etc.). » (Damon, p. 196) En matière de prise en charge des personnes sans abri, la France connaîtrait en outre, depuis une trentaine d'années, le développement d'un « *complexe bureaucratique-assistanciel* » (Damon, p. 83), qui se caractériserait par un double phénomène de bureaucratisation étatique et d'hybridation des aides entre les sphères publiques et associatives. Selon l'auteur, cela a pour conséquence de favoriser la dispersion des moyens et de brouiller les objectifs politiques. Mais depuis quelques années, ces campements sont de plus en plus désertés par les structures dédiées comme le montrent les résultats du questionnaire et les entretiens menés.

« Il y avait une association où il y avait des aides, mais depuis il n'y a plus rien. C'est avec le salaire des vignes qu'il arrive à payer sa nourriture. Il n'y a plus de maraude depuis 2020, juste pendant 3 mois. Les maraudes venaient que dans leur squat, mais comme il y avait 3 autres squats qui sont arrivés il n'y avait plus assez de nourriture et alors les gens se battaient. Les maraudes ne venaient plus. Pour lui c'était tellement triste qu'il en rigolait, parce que les gens n'avaient pas d'éducation. »
Dimitri, 21 ans, arrivé à Bordeaux en 2020.

Les personnes interrogées habitant ces campements ont massivement déclaré vouloir rencontrer des assistantes sociales. Mais certains ont même parlé *« d'une certaine discrimination concernant les personnes qui habitent dans des squats et bidonvilles »*.

Les assistant.es sociaux.ales selon lui *« n'ont plus envie de travailler avec eux car l'AS répète plusieurs fois et ils ne comprennent pas ce qu'il.elles disent ou font semblant de ne pas comprendre »*.

Une non-désaffiliation

Les personnes des bidonvilles de Bordeaux ne sont pas en situation de **désaffiliation** alors que tous les mécanismes y sont relevés. Les personnes interrogées dans ces campements ne sont pas seules, alors qu'une grande part n'a pas de travail et est en situation de très grande pauvreté. En fait, lorsque l'on relit la définition de Castel, qui la relie **au passage de l'individu de l'intégration à l'exclusion sociale**, (avec un problème d'accès à la propriété, voire au logement, au crédit bancaire et donc aux activités sociales et de loisirs), on s'aperçoit que ces derniers n'ont jamais été intégrés en France, et parfois même dans leur pays d'origine, comme le cas des Roms. C'est pourquoi cette situation de précarisation a peu d'effets sur le réseau amical et la famille pour cause de tensions ou d'incompréhensions, et renforce au contraire les liens amicaux et familiaux. C'est ce qui a été observé lors de la tenue d'un entretien de

Les personnes identifiées comme Roms n'appartiennent pas toutes à cette minorité et se définissent plutôt vis-à-vis de leur pays d'origine (Roumanie, Bulgarie et Turquie).

D'après Damon, on perçoit ces familles comme inintégrables et réticentes aux services publics : propos culturalistes et essentialistes sur une population survisible. Les propositions d'insertion se font en attente de contrepartie (scolarisation arrêt de la mendicité et des mariages de mineurs.).

« L'intégration pour ces familles ne passe pas tant par la relégation dans des formes d'hébergement institutionnel contraint, mais bien par l'insertion dans un secteur économique spécifique (mendicité, biffe, ferraille, etc.). » (Damon, p. 196).

groupe, où 16 personnes parlant le Bulgare sont entrées en même temps et se sont assises de manière très organisée dans la Halte de jour.

Ici encore le terrain d'enquête semble nous indiquer un élément assez loin des représentations fréquemment mises en avant des populations en lien avec le sans-abrisme. Les personnes bulgares rencontrées dans les bidonvilles ne sont pas désaffiliées au sens de Castel, mais en réalité marquées par une très forte précarité notamment liée à des phénomènes relatifs à la vulnérabilisation économique de certaines populations immigrées. Comme l'exprime Eloy (2020), la présence de ce public sous forme de familles élargies pose fréquemment problème car elle questionne la normativité de la prise en charge du « sans-abrisme ». L'organisation familiale du travail permet un maintien de survie et les institutions ont plutôt tendance à venir fragiliser car désorganiser cette organisation.

Les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes besoins

La forte présence des violences de genre, qui constitue la toile de fond plus ou moins tacite de nombreuses situations d'exclusion sociale, représente une cause structurelle du mal-logement et de l'invisibilisation des femmes victimes. Ces enjeux posent la question de la spécificité de l'accueil en structures d'hébergement et de la non-mixité.

La rue et les femmes

Elles sont très souvent en situation d'itinérance pour des raisons de survie. Chez les femmes en situation d'itinérance les situations sont très variables vis-à-vis de l'âge, de l'origine sociale ou encore du niveau de diplôme. **Ce qui unit les parcours sont la mauvaise santé psychologique et/ou physique, les dépendances et la récurrence de violences (surtout sexuelles et conjugales dans les parcours).**

Une demande de fraternité

Les pratiquant.e.s de la rue disent que personne ne raconte son histoire car les gens « culpabilisent » et trouvent des « solutions trop bêtes ! chaque personne est unique ».

C'est important de savoir que chaque personne est un univers unique avec sa vision particulière du monde et des choses. Être différent, n'empêche pas la convivialité et le lien de fraternité. Elles retrouvent cela à l'accueil de jour du Secours Catholique.

En accord avec la Fondation Abbé Pierre, nous pensons que **les réponses à apporter ont un caractère multidimensionnel et plurisectoriel dans la mesure où cette question touche à des registres de la politique du logement qui entretiennent des liens avec d'autres politiques publiques (emploi, justice, fiscale, sociale, etc.),** comme l'ont montré les femmes qui ont participé à cette enquête.

L'itinérance de ces femmes est souvent une stratégie pour éviter la rue et les violences genrées qui lui sont liées. Mylène, pratiquante de la rue « passait son temps à marcher jour et nuit ». Comme elle n'avait qu'un sac à main, les gens ne la croyaient pas être une personne sans abri. Elle lavait ses habits à l'hôtel, elle « faisait sécher, piscine le matin, petit café et ça repart ». Si elle allait mal, elle retournait à la piscine.

« Ici, je viens de te connaître, mais tu peux compter sur moi ». Elles veulent donner ce que l'on a reçu. Dans cet accueil de jour non-mixte une demi-journée par semaine, c'est une grande famille qui se respecte et qui se comprend, même s'ils ne connaissent pas le parcours.

Pour Mylène « : *Les gens se choisissent et il faut laisser les gens se rencontrer. Ça permet d'aller en avant, vers le meilleur* ».

L'accueil de jour de cette association est jugé plus humain, en dehors du matériel, il y a de la fraternité, de la chaleur humaine. *« Les gens se choisissent pour déposer notre cœur, notre âme ». « L'assistante sociale à qui on n'a pas envie de parler... On a l'impression de parler à une machine. Elles sont froides, glacées, très protocolaires... Il vaut mieux aller directement à la machine pour faire les démarches... Il n'y a aucun lien humain, pas d'empathie...La démarche bureaucratique ».*

Non-recours aux institutions par manque de chaleur humaine et de respect des individualités.

Isabel parle des institutions machines : *« Pourquoi payer des humains s'il n'y a pas de facteur humain ? C'est de la bureaucratisation intensive qui brise le lien humain et l'empathie. Les problèmes ce sont des questions humaines. J'ai l'impression que les assistantes sociales se foutent de ma gueule. Il y a aussi le ras-le-bol de se répéter, de pas avoir quelqu'un d'accessible. Les rendez-vous d'une demi-heure ne sont pas suffisants. Le non-recours par manquement humain. On leur parle vraiment mal et on n'a pas envie de continuer de leur parler dans ces conditions-là. Elle me déshumanise donc je les déshumanise aussi pour que ça ne me blesse pas trop. »*

Le non-recours pour les femmes s'explique en grande partie par le manque de prise en considération de leurs besoins et par le manque d'attention et de convivialité selon les personnes rencontrées *« j'ai l'impression que l'AS se fout de ma gueule ».* *« Parfois, on doit dire des choses qu'on n'a pas envie ».*

Et aussi par un environnement hostile *« 3 jours en institution en halte de nuit insupportable. On était parquées ! faut voir ça ! C'est un traitement bestial ! Je suis partie vite ! ».* On lui disait de travailler même si le patron ne payait pas sinon la halte ne les prenait plus en charge. Une personne rencontrée exprime ce besoin de la manière suivante *« dans la rue, on est tous et toutes en vigilance, mais les femmes sont je pense en hyper-vigilance permanente du fait du risque des agressions notamment. Moi je ne disais pas que je vivais dans la rue, je ne disais pas où je dormais... Mais du coup, on a peut-être encore plus besoin d'attention et de chaleur dans les accueils pour arriver à lâcher tout ce que l'on a mis en place pour se protéger ».*

Une logique genrée dans l'expression et la satisfaction des besoins ?

Les hommes expriment des attentes plus fonctionnalistes que les femmes : ils semblent davantage dans une logique de besoins fondamentaux.

Jacques, 40 ans se lave à la halte et utilise les services (coiffeur...). Il fréquente la halte de jour Stalingrad de temps en temps et il est à la rue depuis deux mois. Il explique que le PRADO les a mis dehors depuis 2 mois, parce qu'il ne respectait pas le règlement intérieur. On lui a dit qu'il allait trouver ailleurs, mais il n'a aucune solution. Tout est arrêté, il a payé l'hôtel, 50€ par nuit et il n'a pas pu payer longtemps, il est resté un mois à l'hôtel. C'est le 115 qui a pris le relais pour l'héberger. Il reste 15 jours au foyer et il doit rester 5 jours dehors pour refaire une demande. Il faut appeler chaque matin, ils disent qu'il n'y a pas de place. *« Il faut appeler tous les jours sinon ils vous oublient »*. Là il est à Talence dans un foyer à côté de la Croix Rouge.

Ça fait 17 ans qu'il est en France, il ne voit plus trop sa famille.

Il a travaillé pendant 7 ans pour nettoyer les voitures et il a perdu son emploi après un séjour à l'hôpital (diabétique et schizophrénie). Il a l'allocation handicapé, il est soigné.

Il a une assistante sociale qui ne l'a vu qu'une seule fois, il n'est pas suivi par le CHRS car il n'a pas de suivi médical. Il connaît bien les dispositifs.

Il mange au Pain de l'amitié, c'est 1 €50 pour un repas. Il va dans des centres. Le foyer est fermé de 8h30 à 17h donc il ne sait pas quoi faire. Il doit notamment recharger des portables, manger et puis il peut discuter, mais ce n'est pas la priorité. Il a réussi à se faire des connaissances amicales, mais il dit qu'il y a de tout. Il peut se doucher à la halte, il y a même le coiffeur.

Il a comme projet de travailler. Ça fait presque trois ans qu'il ne travaille pas. Il va à la piscine, mais c'est cher. Il parle de la temporalité perdue à cause du manque de travail.

« Quand on n'a pas de logement, on pense qu'au logement, surtout l'hiver, l'été encore ça va. »

Au foyer ils doivent partir à 8h30, il n'y a pas de petit déjeuner. Il y a des familles entières avec des bébés. Il dit qu'à Bordeaux c'est particulièrement compliqué et qu'il n'y a pas de réponse adaptée. En plus il y a beaucoup de vols dans les foyers, il s'est fait voler 2 portables. Il marche pour occuper ses journées, il dit qu'heureusement qu'il ne boit pas d'alcool sinon il serait ivre toute la journée pour s'occuper. *« Tout le monde boit pour le 115, parce que pour eux le 115 se croit supérieur aux gens. Ils ne te voient pas comme un être humain. Au téléphone ils vous traitent mal »*. Par contre ils sont bien accueillis sur place, c'est par téléphone que c'est compliqué. Il a déjà pensé à abandonner d'appeler le 115.

La halte permet de rester « digne » avec les douches et le coiffeur, sinon le principal problème c'est le logement.

La pauvreté et la consommation contrainte

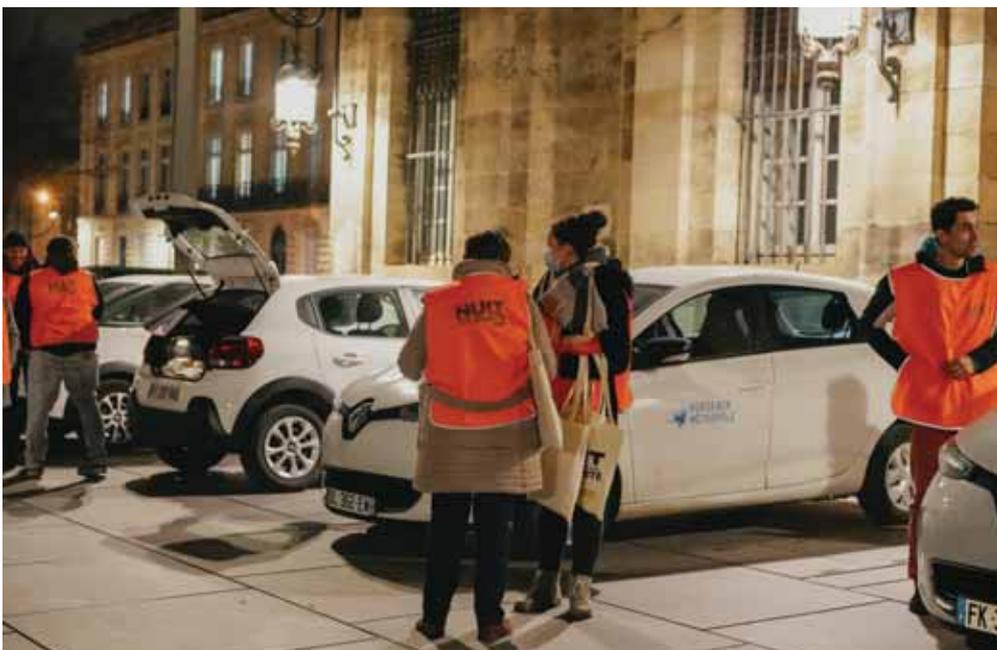
En ce qui concerne la consommation, certaines dépenses en apparence « folles » s'avèrent parfaitement rationnelles. **Ainsi, acheter un smartphone n'a rien de somptuaire, tant le téléphone est devenu nécessaire à l'intégration sociale. Ou encore : emmener les enfants au fast food ou leur acheter des habits de marque constitue un moyen relativement économique de leur faire plaisir et ainsi de se conformer aux normes de la bonne parentalité.**

Enfin, l'attention est portée sur le travail et la production. Gérer l'argent en situation de pénurie représente un véritable travail (*moneywork*). Tenir les comptes, résister aux tentations, provisionner pour l'avenir, différer certaines dépenses pour pouvoir en régler d'autres.

Pour clore cette discussion, une question revient en filigrane de manière récurrente : celle du droit à la dignité

« Quand on me dit madame, on n'a pas le temps de parler de ça, ça me blesse » ! « Vendredi, je réfléchissais où je pouvais aller car j'étais fâchée. Je me suis réveillée avec un monsieur qui allait entrer pour changer la serrure sans avoir eu de message avant. C'était pas propre, tout cassé, les toilettes sont dehors, y'avait des cafards, des meubles à trois pieds... ». « À la rue, je me débrouillais dans ma tente, c'était propre ».

« L'hygiène ça me rend ma dignité : Je peux être dans la merde, mais pas avec la merde ou être la merde ! », « pour moi la priorité c'était savoir où je pouvais prendre une douche avant de savoir où j'allais dormir, je restais digne comme cela », « Même une tente c'est chez toi ; une fois une assistance sociale m'a réveillée en mettant directement sa tête sous ma bache, sans demander l'autorisation, sans s'annoncer, elle n'a pas respecté mon « chez moi » »



Conclusion



À l'instar de Castel, ce rapport invite à réfléchir aux types de politiques et de protections dans un monde empreint d'incertitudes économiques et sociales, afin de permettre aux personnes vulnérabilisées de trouver leur place dans la société. Les témoignages montrent combien les types de protections mises en place relèvent d'un choix social et de décisions politiques. Avec des soutiens humains, associatifs et institutionnels, l'exclusion sociale n'est pas une fatalité, et les personnes sans « chez-soi » peuvent contribuer activement à notre société.

En guise de conclusion, nous donnerons la parole à ces personnes qui ne sont pas un « ensemble homogène », dont certaines construisent des projets résolument tournés vers l'humain :

- ▶ Mylène veut aller dans un écovillage et aimerait s'occuper d'un potager
- ▶ Isabel et Mayï veulent rester en France
- ▶ Mayï va monter son association : un restaurant associatif. Elle est beaucoup aidée par le CCAS. Elle veut rendre toute l'empathie reçue à sa manière. Les violences sont taboues, elle a vécu 23 ans de violence et elle est partie quand ses enfants sont devenus indépendants. Elle est partie de chez elle sans rien, même pas de culottes.
- ▶ Pour Dimitri, la musique est quelque chose qui lui donne le sourire, qui le fait s'évader et qui le rend heureux. Quand il était dans l'orphelinat où il est rentré en 2009, il y avait un piano, mais il n'y prêtait pas attention. C'est un jour en 2019 qu'il a commencé à jouer du piano et il a vu que c'était facile. Dès qu'il voit un piano, il ne peut pas s'empêcher d'en faire. Chaque piano a un son différent. Ce qui pose problème c'est le fait de pas avoir de papiers d'identité. Il veut juste la tranquillité d'avoir ses papiers. Il aimerait s'éloigner un peu de sa famille.

**Les
préconisations**



Nous avons fait le choix de diviser les préconisations en trois grandes thématiques :

- ▶ Celles qui préviennent (juste avant de se « retrouver sans chez-soi »),
- ▶ Celles qui aident à mieux supporter le quotidien lorsque l'on est sans « chez-soi » et offre un peu plus de « répit »,
- ▶ Celles qui permettent de sortir de la rue.

Selon Castel (1991), les politiques préventives sont les décisions et actions menées par l'Etat, pour mieux contrôler les zones de vulnérabilité, c'est-à-dire les situations où l'individu fait encore société, entretient encore des liens sociaux et professionnels mais qui s'avèrent de plus en plus fragiles (individus en situation de précarité économique ou en voie de déclassement social). Il s'agit par exemple des ménages à très faibles ressources (travailleurs pauvres) qui participent difficilement à la dynamique de l'économie locale. On peut également citer les travailleurs précaires, souvent détenteurs du RSA, sans emploi, mal logés, peu mobiles, et en voie de désocialisation. Le rôle des syndicats, des structures d'assistance sociale, des services sociaux mais aussi les associations (Secours Catholique, Fondation Abbé Pierre, Resto du cœur...) constitue des leviers d'action, permettant à l'individu de tenir et de garder un lien avec la société. Ces politiques préventives visent notamment à sécuriser socialement les trajectoires personnelles et professionnelles de l'individu, en assurant à la personne un certain nombre de droits sociaux (au logement, à la santé, au crédit, à l'éducation des enfants...) et financiers (aides économiques) qui lui assurent une sécurité, y compris dans les périodes d'alternance, de changements d'emplois. Ces interventions sociales peuvent en fonction de la gravité de la situation, être ponctuelles ou régulières.

Les politiques réparatrices visent à aider concrètement des personnes en phase de précarisation avancée, voire de marginalisation, qui ont été progressivement mises en retrait de la société, avec une absence régulière de contacts avec autrui (absence d'interactions sociales) et un désapprentissage de la vie en collectivité (règles, pratiques, comportements). Il s'agit donc de personnes qui se trouvent à l'extérieur du processus public d'assistance. Les personnes qui sont prises dans un tel enchevêtrement de pauvreté vivent en état d'insécurité chronique et finissent par constituer une population particulière caractérisée par un mode de vie, un mode de pensée, et dotée d'une forte hérédité sociale. Une telle population est très souvent écartée des réseaux d'emploi, de formation, de logement, de participation à la vie politique et syndicale. Les politiques réparatrices vont donc chercher ici à limiter les risques possibles de désocialisation (désordre social, violences, délinquance, incivilités) qui peuvent surgir de l'absence de règles précises et contraignantes à l'encontre des personnes déclassées, livrées à elles-mêmes via une politique d'insertion ou de réinsertion adaptée, centrée prioritairement sur les "besoins essentiels" (apport de nourritures, aide aux soins...).

Les politiques préventives

- ▶ **Constituer des commissions opérationnelles** au niveau métropolitain avec quelques personnes concernées-expertes et le réseau associatif et les services dédiés.
- ▶ **Savoir diagnostiquer les conditions antérieures pour une meilleure réponse.** Cela montre surtout l'importance du parcours dans l'habiter. Les besoins sont corrélés à la trajectoire précédente (si habitués à pas de chez-soi digne, il s'agit de travailler sur les conditions de vie...).
- ▶ **Diagnostiquer de manière coordonnée les mécanismes de la désaffiliation:** lors de perte d'emploi ou de lien social (avec les services coordonnés).
- ▶ **L'accueil des personnes dans les campements:** Actuellement, la France oscille entre « fermer les yeux » tout en « les repoussant d'un lieu à l'autre », laissant ces populations dans des conditions de vie déplorables. Adopter une politique d'accueil de ces populations au niveau métropolitain et non commune par commune.

En attendant, rendre la vie plus vivable

- ▶ « Pour réduire la pauvreté, il faut donner de l'argent aux pauvres » (p. 309), car le manque d'argent engendre des choix encore plus coûteux. « l'argent des pauvres fait partie de ces sujets sur lesquels on commence à proposer des solutions avant de connaître les problèmes » (p. 12). Colombi, 2021). Par exemple, aider pour l'achat d'un smartphone (pourtant indispensable à leur survie).
- ▶ Mettre à disposition des prises pour les batteries de smartphone
- ▶ La question des bidonvilles: les personnes ne veulent pas nécessairement un logement, mais des conditions de vie plus dignes
- ▶ Le droit au répit: adapter et centraliser les propositions de service aux personnes (coiffeur, douche, café, services sociaux...) car les personnes s'épuisent à se rendre d'un lieu à l'autre pour répondre aux besoins fondamentaux.
- ▶ Créer des espaces non-mixtes pour les femmes (ou des heures dédiées), qui ne se rendent plus ou peu dans les espaces dédiés en raison de leur « déshumanisation ».

La sortie ou les politiques réparatrices

- ▶ L'aller-vers, car nombre de personnes ne connaissent pas les dispositifs et d'autres ont une forte défiance vis-à-vis des institutions. Il ne s'agit pas d'un refus d'aide exprimé.
- ▶ Le droit au répit permet d'envisager plus sereinement la question de l'accompagnement, du logement et ou de l'emploi.

Bibliographie indicative

- ACHARD, C. 2016. « Sans-abrisme et errance: Entre causes et conséquences. », *Champ social*, « Le Sociographe », no 53, p. 85-96.
- BECK, S. 2020. « Je bois donc je suis. Pratiques réflexives en recherche et intervention sociale autour des usages d'alcool et du sans-abrisme. », *Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'intervention Sociales, Sciences & Actions Sociales*, no 13, p. 199-217.
- BESOZZI, T. (2021). « La structuration sociale du monde des sans-abri. », *Sociologie*, Presses Universitaires de France, Vol. 12, p. 247-266.
- BRODIEZ-DOLINO, A. 2022. « (Socio-)histoires du sans-abrisme à l'époque contemporaine. État des lieux et pistes de recherche. », *Le Mouvement Social*, Presses de Sciences Po, no 280, p. 3-32.
- BRODIEZ-DOLINO, A. 2016. « Le concept de vulnérabilité », *La Vie des idées*, [En ligne].
- CAROTENUTO-GAROT, A. MONTENEGRO-MARQUES, E. 2021. « Les visages du sans-abrisme en France: La modélisation de la carrière de sans-domiciles comme substitut de la catégorisation actuelle. », *AIFRIS*, « Écrire le social », no 3, p. 3-18.
- CINGOLANI, P. 2017. *La précarité. Que sais-je ?* 125pp.
- COLOMBI, D. 2020. *Où va l'argent des pauvres*. Payot, 349pp.
- DAMON, J. 2020. *Qui dort dehors ? La Tour-d'Aigues*, Éditions de l'Aube, 160 pp.
- DAMON, J. 2020 « Sans domicile fixe (SDF) et sans-abris. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? », *Association Population & Avenir*, « Population & Avenir », no 751, p. 17-19.
- ELOY, P. 2020. « Le rapport des familles roms visibles dans l'espace public à l'hébergement. », *Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'intervention Sociales, Sciences & Actions Sociales*, no 13, p. 175-198.
- GALLAND, O. (dir). 2016. *La France des inégalités. Réalités et perceptions*. Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 389pp.
- GRENIER, J. GRENIER, K. THIBAUT, S. CHAMBERLAND, M. CHÉNARD, J. BOURQUE, M. SAINT-GERMAIN, L. CHAMPAGNE, M. SEERY, A. ROY-BEAUREGARD, S-J. 2020. « Accompagnement de femmes en situation d'itinérance: Pratiques en émergence d'un organisme communautaire en territoire périurbain et rural au Québec. » *Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'intervention Sociales, Sciences & Actions Sociales*, no 13, p. 146-174.
- HENRY, P-M. 1990. *Pauvreté, progrès et développement*. L'Harmattan, UNESCO, 330pp.
- MARTIN, H. BERTHO, B. 2020. « Crimes et châtements dans la modernité tardive. Politiques urbaines du sans-abrisme. », *Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'intervention Sociales, Sciences & Actions Sociales*, no 13, p. 53-81.
- MILANO, S. 1988. *La pauvreté absolue*. Hachette, « Mutations », 269pp.
- NELS, A. SCHWARTS, O. 2011. *Le Hobo, sociologie du sans-abri*. Paris, Armand Colin, 396 pp.
- PEUGNY, C. 2013. *Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale*. Seuil, « La République des Idées », 112pp.
- ROCHE, A. 2016. *Des vies de pauvres*. Presses Universitaires de Rennes, 340pp.
- ZENEIDI-HENRY, D. 2002. *Les SDF et la ville. Géographie du savoir-survivre*. Paris, Bréal, Coll. « D'autre part », 256 pp.

Annexes

Compte rendu des entretiens

Liste des partenaires

Compte rendu des entretiens

(animés par Johanna Dagorn et Clément Reversé)

Entretien homme halte de jour avenue Thiers le 1er mars 023

Eric 40 ans, il fréquente la halte de jour de temps en temps et il est à la rue depuis deux mois. Le PRADO les a mis dehors depuis 2 mois, parce qu'il ne respectait pas le règlement intérieur. On lui a dit qu'il allait trouver ailleurs, mais il n'a aucune solution. Tout est arrêté, il a payé l'hôtel, 50€ par nuit et il n'a pas pu payer longtemps, il est resté un mois à l'hôtel. C'est le 115 qui a pris le relais pour l'héberger. Il reste 15 jours au foyer et il doit rester 5 jours dehors pour refaire une demande. Il faut appeler chaque matin, ils disent qu'il n'y a pas de place. Il faut appeler tous les jours sinon ils vous oublient. Là il est à Talence dans un foyer à côté de la Croix Rouge.

Les gens qui connaissent ne viennent pas parce qu'il fait trop froid.

Comment vous vous êtes retrouvé au PRADO ? Il était en curatelle. Son père est en Algérie et sa mère est à Libourne en France. Ça fait 17 ans qu'il est en France. Ça fait 5 mois qu'il n'a pas vu sa mère, il s'est embrouillé avec sa sœur et du coup il ne voit plus trop sa famille.

Il a travaillé à Auchan lac pendant 7 ans pour nettoyer les voitures et il a été viré après un séjour à l'hôpital (diabétique et schizophrénie). Il a l'allocation handicapé, il est soigné. Le soin lui fait énormément de bien.

Il a une assistante qui ne l'a vu qu'une seule fois, il n'est pas suivi par le CHRS car il n'a pas de suivi médical. Il connaît bien les dispositifs. Il était dans le Médoc avec son ex dans le Médoc et ça se passait très bien.

Il appelle souvent sa curatelle, chaque semaine il doit l'appeler pour avoir des virements. Il a une amende de 450€ parce la police a trouvé du CBD dans sa sacoche. Il n'a jamais été arrêté par la police ou la gendarmerie.

Il mange à un centre du pain de l'amitié à la Victoire, c'est 1€50 pour un repas. Il va dans des centres. Il foyer est fermé de 8h30 à 17h donc il ne sait pas quoi faire. Il doit notamment recharger des portables, manger et puis il peut discuter, mais ce n'est pas la priorité. Il a réussi à se faire des connaissances amicales, mais il dit qu'il y a de tout. Il peut se doucher à la halte, il y a même le coiffeur.

Il a comme projet de travailler. Ça fait presque trois ans qu'il ne travaille pas. Il va à la piscine, mais c'est cher. Il parle de la temporalité perdue à cause du manque de travail.

« Quand on n'a pas de logement, on pense qu'au logement, surtout l'hiver, l'été encore ça va. »

En plus au foyer ils doivent partir à 8h30, il n'y a pas de petit déjeuner. Il y a des familles entières avec des bébés. Il dit qu'à Bordeaux c'est particulièrement compliqué et qu'il n'y a pas de réponse adaptée. En plus il y a beaucoup de vols dans les foyers, il s'est fait voler 2 portables. Il marche pour occuper ses journées, il dit qu'heureusement qu'il ne boit pas d'alcool sinon il serait ivre toute la journée pour s'occuper. « Tout le monde boit pour le 115, parce que pour eux le 115 se croit supérieur aux gens. Ils ne te voient pas comme un être humain ». Au téléphone ils vous traitent mal. Par contre ils sont bien accueillis sur place, c'est par téléphone que c'est compliqué. IL a déjà pensé à abandonner d'appeler le 115. Le confinement c'était la misère à Ravezies, mais au moins il a pu rester bien pendant 6 mois. La halte permet de gagner en dignité avec l'hygiène et le coiffeur, sinon le principal problème c'est le logement. Eric a recours à la curatelle : « c'est elle qui s'occupe de tout, moi je m'occupe de rien ». Il l'appelle régulièrement et elle effectue un virement chaque semaine. « quand quelqu'un n'a pas de logement, on pense qu'au logement ! Le 115, c'est pas une vie ! C'est de plus en plus dur ! ». Dans les foyers, il y a des vols de portable, beaucoup de vols et ont a volé deux portables à Eric.

Entretien collectif Entretien collectif de personnes vivant en bidonvilles le 1er mars

Daniela est en France depuis 2008 et ne s'adapte pas à Bordeaux depuis 3 ans. Daniela a des soucis avec ses enfants et sa mère. Elle vit à Brazza. Elle se promène peu à Bordeaux en dehors du travail. Elle n'a pas ses repères dans Bordeaux, elle ne sent pas bien ici. Son copain est resté à Lyon

Dimita rêve de devenir musicien, il ne savait pas du tout qu'il avait un talent caché pour le piano. Il a découvert en 2019 qu'il avait un talent caché pour le piano. Il joue à la gare, pour jouer du piano, aux endroits où il y a des pianos.

Il est en France depuis 2015. Il a dû bouger vers le squat de Brazza parce qu'il a été expulsé. Il a quitté un orphelinat en Bulgarie parce que ses parents étaient à Bordeaux, donc à 18 ans il les a rejoints. Il aurait préféré rester en Bulgarie s'il avait pu améliorer sa condition de vie. Il a commencé en juin 2020 à travailler. Il y travaille avec sa famille, mais c'est compliqué. Depuis petit il rêve de devenir chauffeur de poids lourd. Le plus gros problème c'est la carte vitale qu'il n'a pas. Il a voulu s'inscrire mais la carte vitale bloque tout.

Le gros souci actuel c'est la carte vitale, au mois de mai il doit être expulsé et ils vont peut-être trouver un mobile-home. Ici il a la chance de créer sa vie ici, ça serait parfait.

Dimita est suivi par les médiateurs, pas par d'autres travailleurs sociaux. Il fait tout seul, déclarer ses impôts...Mais ils n'ont pas accepté car l'adresse du bidonville n'est pas valable selon eux. Ils aimeraient voir des travailleurs sociaux, mais ils disent que les travailleurs sociaux n'ont plus envie de travailler avec eux car le travailleur social répète plusieurs fois et ils ne comprennent pas ce qu'elles disent ou font semblant de ne pas comprendre.

Tout le monde n'a pas de carte vitale et prend la carte vitale du frère pour voir un médecin. Il faut suffisamment de fiches de paie pour obtenir une carte vitale. Il ne parle pas aux autres personnes du bidonville en dehors de sa famille, car « les personnes sont sales, pas cultivées ». Ses seuls contacts sont sa famille.

Dimita dit qu'il n'y a pas de problème de santé, car ils sont habitués. Le corps est habitué depuis petit. « C'est le ménage qui risque de nous rendre malades »!. Ses conditions de vie étaient meilleures. Il dit que les personnes dans les squats ont besoin et envie, mais la plupart du temps ils se sentent rejetés et discriminés parce qu'ils sont étrangers. S'ils vivent dans les bidonvilles ce n'est pas un choix.. En France, il y a beaucoup de travail administratif pour accéder au logement.

Quand Dimita est venu en 2020 il y avait une association où il y avait des aides, mais depuis il n'y a plus rien. C'est avec le salaire des vignes qu'il arrive à payer sa nourriture. Il n'y a plus de maraude depuis 2020, juste pendant 3 mois. Les maraudes venaient que dans leur squat, mais comme il y avait 3 autres squats qui sont arrivés il n'y avait plus assez de nourriture et alors les gens se battaient. Les maraudes ne venaient plus.

Précisions éthiques et techniques

Consentement des participantes et participants

Chaque participant et participante aux entretiens, sous forme de récits de vie a été accueilli avec respect et éthique: 1- présentation des chercheuses/rs de l'équipe, 2- présentation de la démarche et 3- rappel aux personnes de leurs droits, notamment de retrait si elles le souhaitent.



Accessibilité au questionnaire

Le questionnaire a été rempli par les personnes ressources lors de la nuit des solidarités et a été ensuite remis à ARESVI pour saisie tout le mois de février 2023.

Restitution des données aux acteurs et actrices

Une recherche éthique étant une recherche qui s'effectue « avec » les personnes concernées, l'équipe de recherche s'est engagée à: 1- Restituer une synthèse des entretiens aux personnes présentes et soumettre cette même synthèse à validation avant tout usage. 2- Restituer et faire valider les « premiers résultats bruts » avant analyse définitive. 3- Envoyer une invitation pour la restitution des résultats aux personnes présentes aux entretiens et aux personnes mobilisées lors de la recherche (associations, personnes qui auront accepté de témoigner).

Liste des partenaires

Conseil départemental

CAF

UDCCAS

Université, Centre Emile Durkheim, LACES

GIP Bordeaux Métropole Médiation

Centres d'animation

TBM

Partenaires associatifs

Al Prado /Samu Social

Solinum

Agence A'Urba

Toutes à l'Abri

Fédération des Acteurs de la Solidarité
Nouvelle-Aquitaine

UNICEF

Fondation Abbé Pierre

La Case et le CEID-Addictions

Foyer Fraternel

Gâteaux Solidaires

Graines de Solidarité

La Cloche

Maraudes du Cœur Bordeaux

Secours Catholique

Et avec l'ensemble des partenaires, à retrouver sur bordeaux.fr

